

Chambre des Représentants

SESSION 1958-1959.

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, relatif aux transports aériens, et de l'annexe, signés à Belgrade, le 24 septembre 1957.

EXPOSE DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS.

L'Accord conclu à Belgrade le 24 septembre 1957 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Fédérative de Yougoslavie a comme but d'assurer une base juridique au trafic aérien entre les deux pays.

Aux termes de cet accord, la Sabena est autorisée à exploiter une route aérienne Bruxelles-Cologne ou Dusseldorf-Budapest ou Venise-Belgrade, dans les deux directions, et d'embarquer ou de débarquer sur le territoire yougoslave des passagers, du courrier et du fret.

De son côté, l'entreprise yougoslave est autorisée à exploiter, dans les deux sens, une ligne aérienne Belgrade-Vienne-Francfort-Bruxelles.

L'article II, paragraphe 3, stipule que les entreprises désignées doivent satisfaire aux prescriptions des lois et règlements nationaux, pour autant que ceux-ci ne soient pas en opposition avec les termes de l'Accord. Cette stipulation exige l'assentiment des Chambres législatives.

Nous avons donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de soumettre cet Accord à votre approbation.

Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent,

Le Ministre du Commerce extérieur,

J. VAN OFFELEN.

Le Ministre des Communications,

P. W. SEGERS.

Le Ministre du Commerce extérieur,

J. VAN OFFELEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1958-1959.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Federatieve Volksrepubliek Joegoslavië, betreffende het luchtverkeer, en van de bijlage, ondertekend op 24 september 1957, te Belgrado.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Overeenkomst op 24 september 1957 te Belgrado tussen de Belgische Regering en de Regering van de Federatieve Volksrepubliek Joegoslavië afgesloten, heeft tot doel het luchtverkeer tussen beide landen op juridische grondslag te regelen.

Krachtens deze overeenkomst is het de Sabena toegelaten een luchtvaartlijn Brussel-Keulen of Dusseldorf-Boedapest of Venetië-Belgrado in beide richtingen te exploiteren, en op Joegoslavisch grondgebied passagiers, post en goederen op te nemen of af te zetten.

Van haar kant verkrijgt de Joegoslavische onderneming de toelating de volgende route, in beide richtingen te exploiteren: Belgrado-Wenen-Frankfort-Brussel.

Artikel II, alinea 3, bepaalt dat de aangeduide ondernemingen moeten voldoen aan de voorwaarden opgelegd krachtens de nationale wetten en reglementen voor zover deze niet tegenstrijdig zijn met de overeenkomst. Deze bepaling vereist de goedkeuring van de Kamers.

Wij hebben thans de eer, Dames en Heren, U deze Overeenkomst ter goedkeuring voor te leggen.

Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,

De Minister van Buitenlandse Handel,

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Buitenlandse Handel,

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 30 septembre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation de l'accord entre le Royaume de Belgique et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, relatif aux transports aériens, et de l'annexe, signés à Belgrade, le 24 septembre 1957 », a donné le 7 octobre 1959 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observations.

La chambre était composée de :

Messieurs : J. Suetens, premier président,

L. Moureau et G. Holoye, conseillers d'Etat,

P. Coart-Fresart et P. Ansiaux, assesseurs de la section de législation,

C. Rousseaux, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Suetens.

Le rapport a été présenté par M. W. Lahaye, auditeur général adjoint.

Le Greffier,

(s.) C. ROUSSEAUX.

Le Président,

(s.) J. SUETENS.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN,

Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Communications et de Notre Ministre du Commerce extérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Communications et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

L'Accord entre le Royaume de Belgique et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, relatif aux trans-

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30^e september 1959 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van de overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Federatieve Volksrepubliek Joegoslavië, betreffende het luchtverkeer ondertekend op 24 september 1957, te Belgrado », heeft de 7^e oktober 1959 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

De Heren : J. Suetens, eerste-voorzitter,

L. Moureau en G. Holoye, raadsheren van State,

P. Coart-Fresart en P. Ansiaux, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. Rousseaux, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. Suetens.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. Lahaye, adjunct-auditeur-generaal.

De Griffier,

(get.) C. ROUSSEAUX.

De Voorzitter,

(get.) J. SUETENS.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN,

Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Verkeerswezen en van Onze Minister van Buitenlandse Handel,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Verkeerswezen en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

De overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Federatieve Volksrepubliek Joegoslavië, betreffende het

ports aériens, et l'annexe, signés à Belgrade, le 24 septembre 1957, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1959.

luchtverkeer en de bijlage, ondertekend op 24 september 1957, te Belgrado, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, op 20 oktober 1959.

BAUDOUIN.

PAR LE ROI :

Pour le Ministre des Affaires étrangères, absent,

Le Ministre du Commerce extérieur,

VAN KONINGSWEGE :

Voor de Minister van Buitenlandse Zaken, afwezig,

De Minister van Buitenlandse Handel,

J. VAN OFFELEN.

Le Ministre des Communications,

De Minister van Verkeerswezen,

P. W. SEGERS.

Le Ministre du Commerce extérieur,

De Minister van Buitenlandse Handel,

J. VAN OFFELEN.

ACCORD

entre le Royaume de Belgique et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie relatif aux transports aériens.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie ci-après dénommés « Parties Contractantes ».

Considérant, qu'il y a lieu pour Elles d'organiser d'une manière sûre et ordonnée leurs transports aériens réguliers et de développer autant que possible leur coopération dans ce domaine, en contribuant ainsi à la collaboration internationale,

qu'il est nécessaire, en conséquence, de conclure un Accord réglant les transports aériens réguliers entre leurs pays, ont désigné leurs Plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, lesquels sont convenus de ce qui suit :

Article I.

Les Parties Contractantes s'accordent l'une à l'autre et à titre de réciprocité le droit d'établir les services aériens réguliers spécifiés à l'Annexe au présent Accord.

Conformément aux dispositions du présent Accord, ces services peuvent être exploités en entier ou en partie, immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ce droit est accordé.

Article II.

1. — L'Autorité aéronautique d'une Partie Contractante notifiera à l'Autorité aéronautique de l'autre Partie Contractante la désignation d'une ou de plusieurs entreprises de transports aériens qui, en vertu du présent Accord, pourront exploiter les services aériens réguliers.

2. — Dès que cette notification aura été reçue, l'Autorité aéronautique de l'autre Partie Contractante, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-après et de l'article III du présent Accord, accordera sans délai à l'entreprise ou aux entreprises désignées l'autorisation d'exploitation requise.

3. — Les Autorités aéronautiques respectives, avant d'accorder la susdite autorisation à une entreprise désignée, pourront s'assurer que cette entreprise est en mesure de satisfaire aux conditions imposées par les lois et règlements normalement appliqués aux services aériens internationaux, pourvu que ces lois et règlements ne soient pas en contradiction avec les dispositions du présent Accord.

4. — Dès qu'il aura été satisfait aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de cet article, l'entreprise ou les entreprises ainsi désignées et autorisées pourront, à tout moment, commencer l'exploitation des services aériens réguliers.

Article III.

1. — L'Autorité aéronautique d'une Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de retirer temporairement ou définitivement l'autorisation d'exploitation à l'entreprise ou aux entreprises désignées de l'autre Partie Contractante, lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif desdites entreprises appartiennent à l'une ou à l'autre Partie Contractante ou sont entre les mains de leurs ressortissants.

2. — Les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes se réservent le droit de retirer temporairement ou définitivement l'autorisation d'exploitation lorsque l'entreprise ou les entreprises désignées ne se conforment pas aux lois et règlements normalement appliqués sur leurs territoires respectifs aux services aériens internationaux, ou encore si elles ne respectent pas les stipulations du présent Accord.

3. — Toutefois, ces mesures ne pourront être prises que si des consultations engagées entre les Autorités aéronautiques n'ont pas abouti.

Article IV.

Le transport moyennant rémunération d'un point à un autre du même territoire (cabotage) reste exclusivement réservé aux entreprises

OVEREENKOMST

tussen het Koninkrijk België en de Federatieve Volksrepubliek Yougoslavië betreffende het luchtverkeer.

(Vertaling).

De Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Federatieve Volksrepubliek Yougoslavië, hierna « Overeenkomstsluitende Partijen » genaamd,

Overwegende,

dat het gewenst is hun geregelde luchtdiensten op een veilige en ordelijke wijze te organiseren en hun samenwerking op dit gebied zoveel mogelijk te ontwikkelen, terwijl zij aldus de internationale samenwerking bevorderen,

dat het derhalve nodig is een Overeenkomst te sluiten welke het geregeld luchtvervoer tussen hun landen regelt,

hebben hun behoorlijk daartoe gemachtigde gevolmachtigden aangewezen, die het volgende zijn overeengekomen :

Artikel I.

De Overeenkomstsluitende Partijen verlenen elkander het recht de in de Bijlage tot deze Overeenkomst omschreven geregelde luchtdiensten in te stellen.

Volgens de bepalingen van deze Overeenkomst kunnen deze diensten geheel of gedeeltelijk, onmiddellijk of op een latere datum geëxploiteerd worden, naar believen van de Overeenkomstsluitende Partij waaraan dit recht is verleend.

Artikel II.

1. — De Luchtvaartautoriteit van een Overeenkomstsluitende Partij zal de Luchtvaartautoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij één of meer luchtvervoerondernemingen aanwijzen die, krachtens deze Overeenkomst, de geregelde luchtdiensten zullen mogen exploiteren.

2. — Onmiddellijk na de ontvangst van deze kennisgeving zal de Luchtvaartautoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij, onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 3 hierna en in artikel III van deze Overeenkomst, onverwijld aan de aangewezen onderneming of ondernemingen de vereiste exploitatievergunning verlenen.

3. — De respectieve Luchtvaartautoriteiten zullen, alvorens bovenbedoelde vergunning aan een aangewezen onderneming te verlenen, zich ervan mogen vergewissen dat die onderneming in staat is de voorwaarden na te komen welke worden gesteld bij de gewoonlijk op de internationale luchtdiensten toegepaste wetten en voorschriften, op voorwaarde dat die wetten en voorschriften niet in strijd zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst.

4. — Zodra aan de bepalingen van de paragrafen 1 en 2 van dit artikel zal voldaan zijn, zal de aldus aangewezen en vergunning verkregen hebbende onderneming of ondernemingen ieder ogenblik met de exploitatie van de geregelde luchtdiensten kunnen aanvangen.

Artikel III.

1. — De Luchtvaartautoriteit van een Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich het recht voor de aangewezen onderneming of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij de exploitatievergunning te weigeren of tijdelijk in te trekken, wanneer zij niet het bewijs heeft dat een overwegend gedeelte van de eigendom en de werkelijke controle van de betrokken ondernemingen bij de ene of de andere Overeenkomstsluitende Partij of bij dezer onderdanen berusten.

2. — De Luchtvaartautoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen behouden zich het recht voor de exploitatievergunning tijdelijk of definitief in te trekken wanneer de aangewezen onderneming of ondernemingen zich niet gedragen naar de wetten en voorschriften die gewoonlijk op hun respectieve grondgebieden op de internationale luchtdiensten toegepast worden, of nog zo zij de bepalingen van deze Overeenkomst niet in acht nemen.

3. — Die maatregelen zullen echter slechts kunnen genomen worden indien het tussen de Luchtvaartautoriteiten gepleegde overleg tot geen uitslag heeft geleid.

Artikel IV.

Het vervoer tegen bezoldiging van een punt naar een ander punt van hetzelfde grondgebied (binnenluchtvaart) blijft uitsluitend voor-

nationales de transports aériens de chaque Partie Contractante, quelle que soit la provenance ou la destination réelle du trafic envisagé.

Article V.

1. — Un traitement juste et équitable sera assuré à l'entreprise ou aux entreprises désignées pour l'exploitation des services spécifiés à l'Annexe.

2. — Ces services auront pour objectif primordial d'offrir une capacité de transport adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien entre le territoire de la Partie Contractante dont relèvent les entreprises désignées et les pays de destination.

3. — Pendant l'exploitation desdits services, la capacité mise en œuvre par les entreprises désignées, sur les mêmes tronçons aboutissant sur leurs territoires respectifs, devra être raisonnablement adaptée à la demande du transport aérien.

4. — Aucune distinction ne devra être faite par les Parties Contractantes sur leur territoire entre les entreprises désignées et les entreprises étrangères de transports aériens.

Article VI.

Les droits accordés ne peuvent être abusivement exercés par l'entreprise ou les entreprises désignées d'une Partie Contractante au détriment ou au désavantage de toute entreprise de transports aériens de l'autre Partie Contractante effectuant des transports réguliers sur tout ou partie d'une même ligne spécifiée à l'Annexe.

Article VII.

1. — Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables, en prenant en considération l'économie de l'exploitation, un bénéfice normal et les caractéristiques des services convenus, de manière à éviter toute concurrence indésirable. Pour la fixation desdits tarifs, il sera également tenu compte des principes qui, dans ce domaine, régissent les services aériens internationaux.

2. — Les entreprises désignées d'une Partie Contractante présenteront à l'Autorité aéronautique de l'autre Partie Contractante leurs horaires, pour approbation, et leurs tarifs, à titre d'information, et cela au moins trente jours avant leur mise en application. Tout changement qui pourrait être apporté à ces horaires et tarifs devra être communiqué auxdites Autorités, le plus tôt possible, dans le même but.

Article VIII.

1. — Chaque Partie Contractante convient que les montants perçus de l'entreprise ou des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante pour l'utilisation des aéroports et autres installations techniques n'excéderont pas ceux perçus des autres entreprises étrangères de transports aériens qui exploitent des services internationaux similaires.

2. — Les carburants et les huiles lubrifiantes pris à bord, ainsi que les pièces de rechange et l'équipement normal introduits sur le territoire d'une Partie Contractante, pour l'usage exclusif des aéronefs utilisés par l'entreprise ou les entreprises désignées de l'autre Partie Contractante et affectés aux services convenus, bénéficieront sur ledit territoire, sous réserve de réciprocité, d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué aux entreprises étrangères de transports aériens qui exploitent des services internationaux similaires, en ce qui concerne les droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux.

3. — Les aéronefs utilisés par l'entreprise ou les entreprises désignées d'une Partie Contractante pour l'exploitation des services aériens spécifiés à l'Annexe, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord, demeurant dans ces aéronefs seront, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exempts des droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes nationaux, même dans le cas où, dans les limites indispensables pour assurer les services convenus, ils seront employés ou consommés durant le séjour sur ledit territoire, mais sous réserve de ne pas être cédés.

4. — Les articles exemptés aux termes du paragraphe 3 ci-dessus ne pourront être débarqués sur le territoire d'une Partie Contractante sans

behouden voor de nationale luchtvaartondernemingen van iedere Overeenkomstsluitende Partij, welke ook de werkelijke herkomst of bestemming van het betrokken verkeer zij.

Artikel V.

1. — Een rechtvaardige en billijke behandeling zal worden gewaarborgd aan de onderneming of ondernemingen aangewezen voor de exploitatie van de in de Bijlage omschreven diensten.

2. — Die diensten zullen als hoofdbedoeling hebben een vervoer-capaciteit aan te bieden welke aangepast is aan de normale en redelijk te voorzien behoeften van het luchtverkeer tussen het grondgebied van de Overeenkomstsluitende Partij, waartoe de aangewezen ondernemingen behoren, en de landen van bestemming.

3. — Gedurende de exploitatie van bedoelde diensten zal de capaciteit, door de aangewezen ondernemingen aangeboden op dezelfde vakken die op hun respectieve grondgebieden hun eindpunt hebben, op redelijke wijze aan de vraag naar luchtvervoer moeten aangepast worden.

4. — Geenlei onderscheid zal door de Overeenkomstsluitende Partijen op haar grondgebied mogen worden gemaakt tussen de aangewezen ondernemingen en de vreemde luchtvervoerondernemingen.

Artikel VI.

De verleende rechten mogen door de aangewezen onderneming of ondernemingen van een Overeenkomstsluitende Partij niet worden misbruikt ten koste of ten nadele van elke luchtvervoeronderneming van de andere Overeenkomstsluitende Partij die geregelde luchtdiensten op een zelfde in de Bijlage omschreven route, of op een gedeelte daarvan, onderhoudt.

Artikel VII.

1. — De tarieven zullen op een redelijk peil vastgesteld worden mits inachtneming van de exploitatiekosten, van een normale winst en van de hoedanigheden van de overeengekomen diensten ten einde iedere ongewenste mededinging te vermijden. Bij het vaststellen van die tarieven zal eveneens rekening worden gehouden met de beginselen die, op dat gebied, voor de internationale luchtdiensten gelden.

2. — De door een Overeenkomstsluitende Partij aangewezen ondernemingen zullen haar dienstregeling, voor goedkeuring, en haar tarieven, ter kennisgeving, aan de Luchtvaartautoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij overleggen, en zulks ten minste dertig dagen vóór de toepassing ervan. Elke wijziging welke aan die dienstregelingen en tarieven mocht aangebracht worden zal, met dezelfde bedoeling, zo spoedig mogelijk aan die Autoriteit moeten medegedeeld worden.

Artikel VIII.

1. — Elke Overeenkomstsluitende Partij komt overeen dat de bedragen die van de aangewezen onderneming of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij voor het gebruik van de luchthavens en andere technische installaties gevorderd worden, niet hoger zullen zijn dan die welke van de andere vreemde luchtvervoerondernemingen die soortgelijke internationale diensten exploiteren gevorderd worden.

2. — Op de motorbrandstoffen en smeeroliën, welke op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij aan boord worden genomen, alsmede op de reserveonderdelen en de normale uitrusting welke in dat grondgebied wordt ingevoerd en uitsluitend bestemd is voor het gebruik, door de luchtvaartuigen welke door de aangewezen onderneming of ondernemingen voor de exploitatie van de overeengekomen diensten worden gebruikt, zal op dat grondgebied, onder voorbehoud van wederkerigheid, ten aanzien van douanerechten, inspectiekosten of andere nationale rechten en taksen, een behandeling worden toegepast welke even gunstig is als die welke wordt toegepast op de vreemde luchtvervoerondernemingen die soortgelijke internationale diensten exploiteren.

3. — De luchtvaartuigen welke door de aangewezen onderneming of ondernemingen van een Overeenkomstsluitende Partij voor de exploitatie van de in de Bijlage omschreven luchtdiensten gebezigd worden, alsmede de motorbrandstoffen, de smeeroliën, de reserveonderdelen, de normale uitrusting en de boordvoorraden welke aan boord van die luchtvaartuigen blijven, zullen, op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, vrijgesteld zijn van tolrechten, inspectiekosten en andere nationale rechten en taksen, zelfs indien zij, binnen de perken die onontbeerlijk zijn voor het verzekeren van de overeengekomen diensten, tijdens het verblijf op dat grondgebied zullen worden gebruikt of verbruikt, doch onder voorbehoud dat zij niet afgestaan worden.

4. — De krachtens paragraaf 3 hierboven vrijgestelde goederen zullen op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij niet

le consentement des Autorités douanières de cette Partie Contractante. Durant les escales, ils seront soumis au contrôle desdites Autorités, mais sans que leur déplacement et utilisation pour des raisons techniques soient entravés.

Article IX.

Les certificats de navigabilité et les licences délivrés ou rendus exécutoires par une Partie Contractante seront reconnus par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services convenus. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître, pour la navigation au-dessus de son territoire, les licences délivrées à ses ressortissants par un autre Etat.

Article X.

Les aéronefs utilisés par l'entreprise ou les entreprises désignées des Parties Contractantes et affectés aux services faisant l'objet de l'Annexe, ainsi que les membres de leurs équipages, devront être munis des documents valables suivants :

- certificat d'immatriculation;
- certificat de navigabilité;
- licences appropriées pour chaque membre de l'équipage;
- carnet de route, ou document en tenant lieu;
- licence d'utilisation des installations radio de bord;
- liste des passagers;
- manifeste des marchandises et des envois postaux; et
- s'il y a lieu, permis spécial pour le transport par la voie des airs de certaines catégories de marchandises.

Article XI.

1. — Chaque Partie Contractante s'engage à porter assistance sur son territoire aux aéronefs en détresse de l'autre Partie Contractante, dans la même mesure que s'il s'agissait de ses propres aéronefs. Cet engagement s'étend dans la même mesure aux recherches des aéronefs éventuellement disparus.

2. — En cas d'accident survenu à un tel aéronef qui entraînerait décès, blessures graves ou avarie sérieuse de l'aéronef, la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident surviendrait, ouvrira une enquête sur la cause et les circonstances de ce dernier. La Partie Contractante dont relève cet aéronef sera autorisée à envoyer des observateurs qui assisteront à l'enquête. La Partie Contractante qui procédera à l'enquête en communiquera le rapport et les conclusions à l'autre Partie Contractante par l'entremise de son Autorité aéronautique.

Article XII.

1. — Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des aéronefs affectés à la navigation aérienne internationale ou l'emploi de ces aéronefs sur et au-dessus de ce territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante.

2. — Les lois et règlements régissant sur le territoire d'une Partie Contractante l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, envois postaux et marchandises, tels que ceux qui concernent l'immigration, les passeports, la douane, le régime des devises et la quarantaine, seront appliqués aux passagers, équipages, envois postaux et marchandises transportés par les aéronefs de l'entreprise ou des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante, pendant que ceux-ci se trouveront dans les limites dudit territoire.

Article XIII.

Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre en vue de s'assurer que les principes définis au présent Accord sont appliqués de manière satisfaisante et elles échangeront toutes informations nécessaires à cet effet.

Article XIV.

1. — Dans le cas où une Partie Contractante estime désirable de modifier une clause quelconque du présent Accord, elle pourra, à tout moment, demander, par la voie diplomatique, des négociations entre les Autorités aéronautiques à ce sujet. Ces négociations devront être entamées dans les soixante jours à partir de la date de la demande. Si lesdites Autorités s'entendent sur les modifications à apporter, celles-ci n'entreront en vigueur que lorsque chacune des Parties Contractantes aura notifié à l'autre Partie Contractante la ratification ou l'approbation de ces modifications.

mogen gelost worden zonder de toestemming van de Douaneautoriteiten van die Overeenkomstsluitende Partij. Gedurende de landingen zullen zij onder het toezicht van die Autoriteiten staan, doch de verplaatsing en het gebruik ervan om technische redenen mogen hierdoor niet belemmerd worden.

Artikel IX.

De bewijzen van luchtwaardigheid en de vergunningen, uitgereikt of geldig gemaakt door een Overeenkomstsluitende Partij, zullen door de andere Overeenkomstsluitende Partij voor de exploitatie van de overeengekomen diensten worden erkend. Elke Overeenkomstsluitende Partij behoudt zich evenwel het recht voor de door een andere Staat aan haar onderdanen uitgereikte vergunningen niet te erkennen voor de vluchten boven haar grondgebied.

Artikel X.

De luchtvaartuigen bebezigd door de aangewezen onderneming of ondernemingen van de Overeenkomstsluitende Partijen en bestemd voor de in de Bijlage omschreven diensten, alsmede hun bemanningen, leden moeten van de volgende geldige bescheiden voorzien zijn :

- inschrijvingsbewijs;
- bewijs van luchtwaardigheid;
- passende vergunningen voor ieder lid van de bemanning;
- journaal of als dusdanig dienend bescheid;
- vergunning voor het gebruik van de boordradio-installaties;
- naamlijst van de passagiers;
- manifest van de goederen en de post; en,
- in voorkomend geval, bijzondere vergunning voor het vervoer door de lucht van sommige categorieën van goederen.

Artikel XI.

1. — Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt er zich toe op haar grondgebied, aan de in nood verkerende luchtvaartuigen van de andere Overeenkomstsluitende Partij hulp te bieden alsof het haar eigen luchtvaartuigen zou gelden. Die verbintenis geldt in dezelfde mate voor de opsporingen naar eventueel verdwenen luchtvaartuigen.

2. — Ingeval van ongeval overkomen aan een dergelijk luchtvaartuig, met de dood of ernstige verwondingen van personen of zware beschadiging van het luchtvaartuig als gevolg, zal de Overeenkomstsluitende Partij op wier grondgebied het ongeval zich zou voordoen, een onderzoek naar de oorzaken en de omstandigheden van dit laatste instellen. De Overeenkomstsluitende Partij waartoe dat luchtvaartuig behoort, zal waarnemers mogen sturen die het onderzoek zullen bijwonen. De Overeenkomstsluitende Partij die het onderzoek zal instellen, zal het verslag en de getrokken besluiten ervan door bemiddeling van haar Luchtvaartautoriteit aan de andere Overeenkomstsluitende Partij mededelen.

Artikel XII.

1. — De wetten en voorschriften die op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij het binnenkomen, het verblijf en het vertrek van de in de internationale luchtvaart bebezigde luchtvaartuigen of het gebruik van die luchtvaartuigen op en boven dat grondgebied regelen, zullen op de luchtvaartuigen van de aangewezen onderneming of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij van toepassing zijn.

2. — De wetten en voorschriften die op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij het binnenkomen, het verblijf en het vertrek van passagiers, bemanningen, postzendingen en goederen regelen, zoals die betreffende de inwijking, de paspoorten, de douane, de deviezen en de quarantaine, zullen worden toegepast op de passagiers, bemanningen, postzendingen en goederen vervoerd door de luchtvaartuigen van de aangewezen onderneming of ondernemingen van de andere Overeenkomstsluitende Partij zolang die luchtvaartuigen zich binnen de grenzen van dat grondgebied bevinden.

Artikel XIII.

In een geest van nauwe samenwerking zullen de Luchtvaartautoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen nu en dan met elkaar overleg plegen, ten einde zich ervan te vergewissen dat de in deze Overeenkomst omschreven beginselen op bevredigende wijze worden toegepast en zij zullen alle daartoe nodige inlichtingen aan elkaar mededelen.

Artikel XIV.

1. — Ingeval een Overeenkomstsluitende Partij het wenselijk acht een of andere bepaling van deze Overeenkomst te wijzigen, kan zij te allen tijde langs diplomatieke weg verzoeken dat de Luchtvaartautoriteiten dienaangaande overleg plegen. Zodanig overleg moet aanvangen binnen een termijn van zestigdagen vanaf de datum van het verzoek. Zo de Luchtvaartautoriteiten tot overeenstemming komen aangaande de aan te brengen wijzigingen, zullen deze laatste slechts in werking treden wanneer elk der Overeenkomstsluitende Partijen aan de andere Overeenkomstsluitende Partij de bekrachtiging of de goedkeuring van die wijzigingen zal gemeld hebben.

2. — Dans le cas où l'Autorité aéronautique d'une Partie Contractante estime nécessaire de modifier ou de compléter une clause quelconque de l'Annexe, elle pourra, à tout moment, demander des négociations avec l'Autorité aéronautique de l'autre Partie Contractante. Ces négociations devront avoir lieu dans les soixante jours à partir de la date de la demande. Si lesdites Autorités s'entendent sur les modifications et les adjonctions proposées, celles-ci seront adoptées par un Arrangement écrit qui fixera aussi la date de sa mise en application. Cet Arrangement ne pourra déroger aux principes établis par le présent Accord.

Article XV.

Les Autorités aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de régler, par des négociations directes, tout différend qui pourrait surgir dans l'interprétation ou l'application du présent Accord et de son Annexe.

Dans le cas où ces négociations n'aboutiraient pas dans un délai de soixante jours, qui prend cours à partir de la date de la réception de la demande par une des Autorités aéronautiques, les Parties Contractantes procéderont au règlement de ce différend par la voie diplomatique.

Article XVI.

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, les termes suivants signifient :

— « *Territoire* » — les régions terrestres et les eaux y compris l'espace aérien placés sous la souveraineté de l'Etat en question.

— « *Service aérien* » — tout service aérien régulier, assuré par des aéronefs, destiné au transport public des passagers, d'envois postaux et de marchandises.

— « *Service aérien international* » — tout service aérien qui traverse l'espace aérien situé au-dessus du territoire de deux ou plusieurs Etats.

— « *Entreprise de transports aériens* » — toute entreprise de transports aériens qui exploite un service aérien international.

— « *Entreprise désignée* » — toute entreprise de transports aériens que l'une des Parties Contractantes a choisie pour exploiter les services convenus et dont la désignation a été effectuée conformément aux dispositions de l'article II du présent Accord.

— « *Autorité aéronautique* ».

En ce qui concerne le Royaume de Belgique :

Le Ministère des Communications, Administration de l'Aéronautique.

En ce qui concerne la République Populaire Fédérative de Yougoslavie :

La Direction Générale de l'Aviation Civile.

Ces organismes pourront être remplacés par tout autre qui serait ultérieurement autorisé à assumer leurs fonctions actuelles.

Article XVII.

Chaque Partie Contractante pourra à tout moment notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. La validité dudit Accord prendra fin douze mois après la date de la réception de la notification par l'une des Parties Contractantes, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant l'expiration de ce délai.

Article XVIII.

Cet Accord entrera en vigueur le jour où les Parties Contractantes se notifieront sa ratification ou son approbation.

Ces notifications auront lieu à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

Néanmoins, l'Accord sera provisoirement appliqué dès le jour de sa signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord, rédigé en double original en langue française, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade le 24 septembre 1957.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
G. DELCOIGNE.

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie :
B. JOVANOVIĆ.

2. — Ingeval de Luchtvaartautoriteit van een Overeenkomstsluitende Partij het nodig acht een of andere bepaling van de Bijlage te wijzigen of aan te vullen, kan zij te allen tijde de Luchtvaartautoriteit van de andere Overeenkomstsluitende Partij er om verzoeken dienaangaande overleg te plegen. Zodanig overleg moet plaats vinden binnen een termijn van zestig dagen vanaf de datum van het verzoek. Zo de Luchtvaartautoriteiten tot overeenstemming komen aangaande de voorgestelde wijzigingen en toevoegingen, zullen deze aanvaard worden door middel van een schriftelijke Regeling waarbij ook de datum van haar inwerkingtreden zal vastgesteld zijn. Die Regeling zal van de bij deze Overeenkomst vastgestelde beginselen niet mogen afwijken.

Artikel XV.

De Luchtvaartautoriteiten van de Overeenkomstsluitende Partijen zullen trachten door middel van rechtsstreekse onderhandelingen elk geschil te regelen dat met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van deze Overeenkomst en van haar Bijlage mocht oprijzen.

Ingeval die onderhandelingen niet tot overeenstemming mochten leiden binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het verzoek door één der Luchtvaartautoriteiten, zullen de Overeenkomstsluitende Partijen dat geschil langs diplomatieke weg regelen.

Artikel XVI.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst en van haar Bijlage wordt verstaan onder :

— « *Grondgebied* » — de grondgebieden en wateren, met inbegrip van het luchtruim, geplaatst onder de soevereiniteit van de betrokken Staat.

— « *Luchtdienst* » — elke door luchtvaartuigen verzorgde geregelde luchtdienst bestemd voor het openbaar vervoer van passagiers, post en goederen.

— « *Internationale luchtdienst* » — elke luchtdienst die gebruik maakt van het luchtruim gelegen boven het grondgebied van twee of meer Staten.

— « *Luchtvervoeronderneming* » — elke luchtvervoeronderneming die een internationale luchtdienst exploiteert.

— « *Aangewezen onderneming* » — elke luchtvervoeronderneming die door een van de Overeenkomstsluitende Partijen gekozen is om de overeengekomen diensten te exploiteren en die werd aangewezen overeenkomstig het bepaalde in artikel I van deze Overeenkomst.

— « *Luchtvaartautoriteit* ».

Waar het het Koninkrijk België betreft :

Het Ministerie van Verkeerswezen. Bestuur van Luchtvaart.

Waar het de Federatieve Volksrepubliek Jugoslavië betreft :

De Algemene Directie der Burgerlijke Luchtvaart.

Die organen zullen kunnen worden vervangen door elk ander dat er later zou toe gemachtigd worden om hun huidige functies waar te nemen.

Artikel XVII.

Elke Overeenkomstsluitende Partij zal te allen tijde aan de andere Overeenkomstsluitende Partij mededeling kunnen doen van haar wens deze Overeenkomst te beëindigen. Deze Overeenkomst zal ophouden te bestaan twaalf maanden na de datum waarop de mededeling door één van de Overeenkomstsluitende Partijen is ontvangen, tenzij die mededeling vóór het verstrijken van die termijn in gemeen overleg wordt ingetrokken.

Artikel XVIII.

Deze Overeenkomst zal in werking treden op de dag dat de Overeenkomstsluitende Partijen elkaar van de bekrachtiging of de goedkeuring ervan zullen kennis geven.

Die kennisgevingen zullen te Brussel zo spoedig mogelijk gedaan worden.

De Overeenkomst zal niettemin vanaf de dag van haar ondertekening voorlopig worden toegepast.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk door hun onderscheiden Regeringen gemachtigd, deze Overeenkomst, in de Franse taal in twee oorspronkelijke exemplaren opgesteld, ondertekend hebben en van hun zegels voorzien.

Gedaan te Belgrado, op 24 september 1957.

Voor de Regering van het Koninkrijk België :
G. DELCOIGNE.

Voor de Regering van de Federatieve Volksrepubliek Jugoslavië :
B. JOVANOVIĆ.

ANNEXE

à l'accord entre le Royaume de Belgique
et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
relatif aux transports aériens du 24 septembre 1957.

Section I.

L'entreprise ou les entreprises yougoslaves désignées pourra ou pourront exploiter le service aérien régulier défini ci-après :

Belgrade — Vienne — Francfort — Bruxelles, dans les deux sens.

Pendant l'exploitation de ce service, elle aura ou elles auront les facultés :

- a) de débarquer sur le territoire belge des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire yougoslave et sur celui de tout autre Pays;
- b) d'embarquer sur le territoire belge des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire yougoslave et de celui de tout autre Pays; et
- c) de ne pas faire escale aux points intermédiaires du service aérien mentionné ci-dessus.

Section II.

L'entreprise ou les entreprises belges désignées pourra ou pourront exploiter le service aérien régulier défini ci-après :

Bruxelles — Cologne ou Dusseldorf — Budapest ou Venise — Belgrade, dans les deux sens.

Pendant l'exploitation de ce service, elle aura ou elles auront les facultés :

- a) de débarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire belge et sur celui de tout autre Pays;
- b) d'embarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire belge et de celui de tout autre Pays; et
- c) de ne pas faire escale aux points intermédiaires du service aérien mentionné ci-dessus.

Section III.

Les entreprises désignées des Parties Contractantes confieront leur représentation générale, la vente de leurs titres de transport, ainsi que les opérations d'assistance terrestre, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à une ou à des entreprises possédant la nationalité de cette dernière et qui seront agréées par son Autorité aéronautique.

Elles seront autorisées d'avoir auprès du siège social de leurs représentants généraux, un employé pour assurer la liaison permanente entre la direction générale de l'entreprise exploitante et son représentant général.

Ces délégués de liaison pourront être de nationalité belge ou yougoslave, selon le choix de l'entreprise qui les nomme.

Les délégués de liaison ne possédant pas la nationalité du pays où ils résident, sont tenus de se conformer aux prescriptions régissant le séjour des étrangers.

Belgrade, le 24 septembre 1957.

BIJLAGE

tot de Overeenkomst van 24 september 1957 betreffende
het luchtvervoer tussen het Koninkrijk België en de
Federatieve Volksrepubliek Yougoslavië.

Afdeling I.

De aangewezen Jougoslavische onderneming of ondernemingen zal of zullen de volgende geregelde luchtdienst mogen exploiteren :

Belgrado-Wenen-Frankfort-Brussel, in beide richtingen.

Gedurende de exploitatie van die dienst, zal of zullen zij :

- a) op het Belgische grondgebied passagiers, post en goederen mogen afzetten die op het Jougoslavische grondgebied of op het grondgebied van elk ander land aan boord worden genomen;
- b) op het Belgische grondgebied passagiers, post en goederen met bestemming naar het Jougoslavische grondgebied en naar het grondgebied van elk ander land aan boord mogen nemen; en
- c) de tussengelegen landingspunten van voormelde luchtdienst mogen overslaan.

Afdeling II.

De aangewezen Belgische onderneming of ondernemingen zal of zullen de hieronder omschreven geregelde luchtdienst mogen exploiteren :

Brussel-Keulen of Dusseldorf-Budapest of Venetië-Belgrado, in beide richtingen.

Gedurende de exploitatie van die dienst zal of zullen zij :

- a) op het Jougoslavische grondgebied passagiers, post en goederen mogen afzetten die op het Belgische grondgebied of op het grondgebied van elk ander Land aan boord werden genomen;
- b) op het Jougoslavische grondgebied passagiers, post en goederen met bestemming naar het Belgische grondgebied en naar het grondgebied van elk ander Land aan boord mogen nemen; en
- c) de tussengelegen landingspunten van voormelde luchtdienst mogen overslaan.

Afdeling III.

De aangewezen ondernemingen van de Overeenkomstsluitende Partijen zullen hun algemene vertegenwoordiging, de verkoop van haar vervoerbewijzen, alsmede de verrichtingen voor hulpverlening op de grond, op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij, toevertrouwen aan een onderneming of aan ondernemingen welke de nationaliteit van die Overeenkomstsluitende Partij bezitten en door de Luchtvaartautoriteit van deze laatste zullen erkend zijn.

Zij zullen er toe gemachtigd zijn bij de maatschappelijke zetel van hun algemene vertegenwoordigers een beambte te hebben om de bestendige verbinding tussen de algemene leiding van de exploiterende onderneming en haar algemene vertegenwoordiger te verzekeren.

Die verbindingsafgevaardigden mogen van Belgische of van Jougoslavische nationaliteit zijn, naar verkiezen van de onderneming die ze benoemt.

De verbindingsafgevaardigden die niet de nationaliteit hebben van het land waar zij hun verblijf hebben, zijn er toe gehouden zich te schikken naar de voorschriften die het verblijf van de vreemdelingen regelen.

Belgrado, de 24^{ste} september 1957.